



DECEMBRE 2001

QU'EST-CE QUE L'OPINION PUBLIQUE ? COMPRENDRE SES REACTIONS FACE A LA SECURITE ALIMENTAIRE

atelier animé par Georges Mas

Edité par la Mission Agrobiosciences, avec le soutien du Sicoval, communauté d'agglomération du sud-est toulousain. La mission Agrobiosciences est financée dans le cadre du contrat de plan Etat-Région par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Alimentation et des Affaires rurales.

Renseignements: 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Retrouvez nos autres publications sur notre site : <http://www.agrobiosciences.org>

Mercredi 5 décembre 2001

**« QU'EST-CE QUE L'OPINION PUBLIQUE ?
COMPRENDRE SES REACTIONS FACE A LA SECURITE ALIMENTAIRE ».**

Animé par Georges Mas

Animateur : Georges MAS, psychosociologue, consultant et chargé de cours à l'Université Toulouse-Le Mirail, notamment en psychologie interculturelle.

Grand témoin : Claude CAPELIER, professeur de philosophie, membre du Conseil national des programmes de l'Education Nationale (organisme consultatif chargé de travailler sur l'évolution des programmes de la maternelle à l'Université, dans l'ensemble des disciplines).

Intervenants :

Anne CAMBON-THOMSEN : Médecin de formation, chercheur au Cnrs dans une unité Inserm d'épidémiologie et d'analyse en santé publique.

Jean-Pierre ALBERT : Enseignant à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (Ehess, Toulouse). Spécialiste d'anthropologie sociale.

Geneviève CAZES-VALETTE : Professeur de marketing à l'Ecole Supérieure de Commerce de Toulouse, élève doctorante en anthropologie de Jean-Pierre ALBERT sur les questions du rapport à la viande chez le mangeur français contemporain.

Adam KISS : Enseignant à l'Université Toulouse-Le Mirail et à l'Université Paris VII. Travaille plus particulièrement sur des questions de psychologie publique, c'est-à-dire sur la détermination situationnelle des comportements. .

Alberto CAPPATI : Enseignant à l'Université de Pavie (Italie), Directeur de la revue « Slow » , liée au mouvement international de consommateurs « Slow Food ».

Suzanne de CHEVEIGNE : Sociologue au CNRS. Travaille actuellement, dans le cadre d'un projet européen, sur les aspects sociaux et juridiques des biotechnologies, notamment leur perception par l'opinion et leur traitement par les médias.

« Nous sommes dans le socialement correct »

Georges MAS : Pour commencer, pourrait-on se mettre d'accord sur une sorte de "plus petit commun multiple" ou "diviseur" de l'opinion publique, sachant qu'autour de la table, sont réunis des spécialistes de disciplines différentes ? Qu'est-ce que l'opinion publique du point de vue d'un médecin, d'un anthropologue, d'un historien ?

Suzanne de CHEVEIGNE : La notion d'opinion publique est en elle-même problématique dans de nombreux domaines, et peut-être encore plus dans le domaine qui nous concerne. Nous avons tendance à vouloir trouver un indicateur, à nous raccrocher à la limite à un seul chiffre, qui nous dise par exemple que l'opinion publique est à 85 % derrière Chirac ou Jospin, ou qu'elle est à 45 % contre les applications alimentaires des OGM... Bref, nous sommes parfois tentés de résumer en un seul chiffre ce que pensent une foule de gens très différents. Je crois qu'on ne peut pas restreindre ainsi l'expression de l'opinion publique et qu'il faut, en particulier dans le domaine alimentaire, interroger les gens de manière approfondie.

Georges MAS : Il faudrait donc appréhender l'opinion publique de façon qualitative plutôt que quantitative.

Suzanne de CHEVEIGNE : Au moins des deux façons.

Geneviève CAZES-VALETTE : Je suis d'accord sur l'idée qu'il n'y a pas une opinion publique mais plusieurs. Mais je pense qu'il y a un problème avec les sondages, car les personnes interrogées répondent ce qu'elles pensent devoir répondre, plutôt que de dire ce qu'elles font réellement. C'est là une difficulté importante pour mesurer réellement l'opinion. Nous sommes dans le « socialement correct ». Or, au-delà de ce discours, on s'aperçoit que les pratiques sont très différentes. Il faut donc être très prudent sur l'interprétation des sondages, surtout les sondages « fermés ». Il faut se poser la question de leur fiabilité

L'opinion publique : une croyance.

Anne CAMBON-THOMSEN : Dans cette discussion, je suis frappée par le fait qu'on est passé très vite de la question de la définition de l'opinion publique aux instruments de mesure. Il faudrait peut-être d'abord que l'on s'interroge sur les mots qu'on emploie : qu'est-ce qu'une opinion par rapport à un avis, un positionnement, une réponse à un sondage ?

Adam KISS : Au risque de devenir inutilisable, je dirais que du point de vue psychologique, la substance "opinion publique" n'existe pas. On ne peut parler que de processus. C'est un premier point sur lequel on peut être d'accord ou pas. Deuxième point : quand on dit opinion, moi j'entends une croyance propre au sujet, ou une croyance à laquelle le sujet adhère ou prétend adhérer. L'opinion est une croyance qu'on accepte sans se demander si elle est vraie ou fausse ni comment on le sait. A partir du moment où l'on commence à critiquer l'opinion qu'on a, on sort déjà de son opinion.

Troisième point : la croyance est une idée affectivement investie, c'est-à-dire que ce n'est pas une idée abstraite ou opératoire. C'est une idée qu'on aime parce qu'on déteste son contraire. Cela m'amène à demander comment ces idées se forment. Ce qui forme une opinion, à mon avis, c'est une identification primaire qui sert à se défendre contre la détresse de séparation. Quand je dis « identification », cela signifie justement que cette opinion n'est pas la sienne, mais qu'elle est conforme à un contexte social. Quant à « primaire », cela signifie que cette identification intervient à un moment suffisamment précoce de son développement pour qu'on ne fasse pas encore de distinction fine. L'adhésion est relativement brute, à l'image d'un enfant qui se situe par rapport à sa mère, sa famille ou son entourage, sans l'appareil logique nécessaire pour aller plus loin. Aussi est-il extrêmement difficile d'avoir une opinion divergente d'avec son milieu immédiat, car cela nous renvoie à la séparation d'avec ce milieu, ce qui est à quasiment insupportable.

Jean-Pierre ALBERT : La notion d'opinion publique est à peu près inexistante dans le champ de l'anthropologie. C'est intéressant car si on entend par l'opinion ce qui se mesure à travers les sondages, on est dans un temps très court. Or au contraire, l'anthropologie se situe dans la très longue durée, dans la dimension de ce qu'on appelle la culture.

En fait, je crois qu'il y a une 3ème dimension temporelle impliquée dans notre réflexion : celle du moyen terme, c'est-à-dire les grandes tendances qui se manifestent dans une société, mais qui manifestent également le poids relatif de diverses instances ou différents discours et que les sociologues mesurent à travers des sondages étalés sur 10-15 ans. C'est dans ce moyen terme qu'on perçoit la manière dont se construit l'opinion.

Prenez le sondage paru aujourd'hui dans La Dépêche du Midi sur les comportements et les craintes alimentaires des Midi-Pyrénéens : on y lit par exemple, dans les réponses à la question "comment déterminez-vous vos choix alimentaires ?", que les principes religieux augmentent de 4 %. Là, nous avons à faire à quelque chose qui, me semble-t-il, renvoie à ce temps intermédiaire, bien connu des sociologues des religions : de plus en plus de mouvements religieux se développent, souvent inspirés par les religions orientales. Or ceux-ci réintroduisent le corps dans une problématique religieuse, avec un certain nombre de principes d'hygiène de vie, dont ceux qui touchent à l'alimentation.

Si l'anthropologie a quelque chose de spécifique à dire sur l'opinion publique, ce serait en y trouvant des substrats, des formules générales qui font que telles idées vont "prendre" plus que d'autres, ou vont exister sur un mode particulier. De ce point de vue, la notion de croyance est également pour nous un instrument tout à fait utile.

Je voudrais enfin souligner que, parmi les éléments sous-jacents à l'opinion publique, il y a aussi tout ce qui est tacite, tout ce qui fait que nous agissons d'une certaine manière même si nous ne disons pas pourquoi. Nous en serions d'ailleurs souvent bien incapables. Il faudrait essayer de viser tout ce qui reste en deçà de l'opinion exprimée et qui influe souvent très puissamment sur la manière dont nous agissons.

« Sonder, c'est pédaler dans le vide ? »

Georges MAS : Comment aller chercher ce qui n'est pas dit ?

Jean-Pierre ALBERT : C'est là qu'on rejoint la question méthodologique, en particulier ce qu'on appelle les approches qualitatives.

Alberto CAPATTI : J'ai tendance à me ranger du côté de ceux qui hésitent ou qui ont des difficultés à définir l'opinion publique et à leur accorder un statut quelconque. J'y vois plutôt des modes de questionnement qui émergent. Si l'opinion publique se résume à des chiffres dans un sondage, sans aucune portée réelle, le mode de questionnement est vide de questions. Car se demander si la tradition existe ou pas, si elle est mourante ou vivante, c'est un mode de questionnement qui n'aboutit pratiquement à rien. C'est donc un peu un jeu de miroir. Si l'opinion publique n'existe pas, nos questions aussi tombent à l'eau.

Georges MAS : C'est à désespérer des sondeurs ?

Alberto CAPATTI : Oui, c'est à désespérer des sondeurs qui jouent un peu trop sur la croyance et sur des moteurs culturels assez usés. Mettre en jeu la tradition et la non-tradition et demander à une personne si elle y croit ou pas, c'est pédaler dans le vide. Il n'y a d'opinion ni d'un côté ni de l'autre et il n'y aura jamais de réponse. D'après moi, ça ne produit absolument rien, sinon mettre l'accent sur des valeurs ou des données culturelles qui ne sont pas nécessairement celles dont on parle.

Adam KISS : Je voudrais rebondir sur ce point. Non, je ne pense pas qu'il faille désespérer des sondeurs. Il s'agit simplement de considérer les sondages et leur signification dans leur instantané. Nous n'avons pas d'autres façons de faire que de constater ce qui existe. Quand on n'extrapole pas, quand on ne donne pas de dimension idéologique à ce qui est constaté, on peut ensuite l'inscrire dans des tendances courtes et longues. A ce moment là, on commencera à savoir de quoi on parle. C'est là où intervient la question de savoir si on est dans l'anthropologie ou l'instantané, selon que

l'appropriation d'une idée est rapide ou lente. L'appropriation rapide passe par des leaders ou des faiseurs d'opinion, alors que l'appropriation lente passe par l'acculturation.

Suzanne de CHEVEIGNE : Il faut quand même reconnaître, en effet, que les sondeurs font du travail qualitatif, qu'ils se posent des questions sur la rédaction de leurs questions. Ils essaient de travailler dans le temps, en reposant par exemple une question tous les 3 ans ou 4 ans. Et ils sont relativement conscients que les méthodes de sondage posent de réels problèmes.

Une opinion est-elle faite aussi de savoirs ?

Georges MAS : Nous allons essayer de progresser en nous donnant un certain nombre de mots clés, pour voir s'ils ouvrent des portes. Le premier mot clé que j'ai envie de proposer, c'est le mot "savoir", qui figure notamment dans le titre de ce colloque. Quelle relation faites-vous entre "savoir" et "opinion publique" ? Nos sociétés, qui développent des savoirs dans toutes les directions, ne produisent-elles pas de l'opinion publique ?

Suzanne de CHEVEIGNE : Je vais faire référence à ce que je connais, c'est-à-dire les aspects de génétique humaine. Les gens qui s'expriment le plus ou dont les avis sont les plus majoritaires lors d'enquêtes d'opinion, ne reflètent pas ce qui vient d'un savoir. Et en cela, je rejoins ce que vous disiez sur la croyance. D'un point de vue, croyance et savoir doivent être reliées, mais le plus souvent, elles ne le sont pas dans la réalité : quand on répond à une question, cette réponse s'appuie sur une foule d'autres choses qu'un savoir objectif, réfléchi. Dans le domaine que je connais, en tant que scientifiques, nous réfléchissons à la manière de faire pour que la culture scientifique, c'est-à-dire la compréhension des phénomènes qui ne vont peut-être rien changer à l'opinion, mais qui lui donneront une autre base, peut être convoyée dans un monde où on exprime son opinion avant même de savoir. Car on a souvent du mal, après coup, à incorporer le savoir par-dessus une opinion déjà exprimée. Il est extrêmement difficile d'incorporer l'objectivité dans une réponse, où existe la part de l'imaginaire

Anne CAMBON-THOMSEN : Je pense qu'autour des questions d'alimentation comme autour d'autres questions, il n'y a peut-être pas que les savoirs scientifiques à mettre en jeu. Je prends la question des OGM, puisque c'est un domaine que je connais bien. Il y a des savoirs scientifiques mal partagés, c'est évident, notamment pour la génétique qui est une science récente. Mais les gens mettent en œuvre d'autres savoirs pour former leur opinion. Par exemple, le savoir historique pour la génétique, mis en œuvre derrière les craintes d'eugénisme. Cette analogie historique n'est pas irrationnelle. Sur l'alimentation, il y a également des savoirs économiques, quand on dit que même les entreprises qui vendent des OGM sont de grosses multinationales. J'ai l'impression qu'on a de plus en plus tendance à vouloir que les gens s'expriment et soient au courant dès le début. Or, quand ils sont mis en situation de choisir, que ce soit sur le tracé d'une autoroute, ou sur les OGM, à ce moment là, ils font l'effort de s'informer. Je me demande donc s'il ne faut retourner la situation, en donnant d'abord une possibilité de choix pour qu'après, ils cherchent à comprendre.

Méfiance... et plaisir.

Georges MAS : Quand on pose la question des OGM, de la vache folle ou de la sécurité des aliments en général à des groupes consommateurs « de base », ce besoin de savoir s'exprime, mais on est bien obligé de constater, en même temps, qu'ils ne connaissent rien de la génétique, ni de l'économie ni de bon nombre d'autres disciplines. Ce qui n'empêche pas qu'ils s'engagent dans le débat public dès lors qu'on leur donne la parole, en disant notamment qu'ils sont certes satisfaits de pouvoir le faire mais qu'ils ne savent rien. Qu'est-ce que ça vous suggère ?

Alberto CAPPATI : J'ai l'impression qu'entre un savoir que l'opinion publique ne possède pas, et cette opinion qui tranche, on légitime la méfiance, surtout dans le domaine alimentaire. Tout sondage accorde, non pas une part de savoir, mais un droit à être méfiant sur ce qu'il se passe. C'est plutôt ça l'enjeu du sondage, en dehors de l'opinion véritable, si l'opinion est bien la somme d'un savoir et d'une

croyance. J'ai l'impression que pour les problèmes liés à l'alimentation, cette attitude est accordée entièrement à celui qui répond. S'il ne répond pas dans ce sens, il doit argumenter et faire preuve alors d'un savoir quelconque. Ce n'est pas un hasard si l'on parle de confiance : en réalité, c'est justement le contraire qui est en jeu.

Georges MAS : Est-ce que le savoir culinaire influence d'une certaine manière l'opinion publique ?

Alberto CAPPATI : Je pourrais citer certains problèmes auxquels nous avons été confrontés avec nos associés. Notamment toute une série de faits qui concernent les normes de sécurité des aliments, les HACCP, les directives communautaires qui visaient une sorte de sécurisation et qui, en même temps, détruisent le savoir culinaire, les mettent en jeu et les compromettent. La cuisine telle qu'elle s'est faite a toujours été à la lisière de ce qui est sain et de ce qui est dangereux. Alors que la sécurité n'a jamais été un des objectifs fondamentaux de la mère qui nourrit sa famille, tous les textes réglementaires se situent actuellement du côté de l'insécurité. Il faut opter pour le lait cru bien qu'on sache très bien que celui-ci expose à toute une série de problèmes. Il faut accepter que celui qui cuit les frites dans la rue le fait dans des conditions d'hygiène limites, si on veut avoir un type qui fait de la friture et la distribue dans les rues. Je trouve intéressant d'adopter le point de vue du plaisir. Il faut sortir des termes de ce débat tels qu'ils ont été posés jusqu'ici.

L'impossibilité de tout savoir, la nécessité de croire.

Adam KISS : J'ai l'impression que ce qu'on appelle le savoir est fait de plusieurs choses à la fois. Le savoir est un processus hypothétique qui tend vers une rationalité. Alors qu'une opinion est une adhésion affective à la recherche d'une sécurité, à une foi. Plus la science se développe, moins vous pouvez avoir le sentiment que vous savez. Vous devez donc de plus en plus investir d'adhésions positives et confiantes pour lutter contre la masse du doute que vous avez à gérer.

Geneviève CAZES-VALETTE : J'irais dans le sens de ce que dit Adam KISS, en témoignant notamment de ce qui s'est passé au début de la crise de la « vache folle ». Il y a un savoir objectif - des farines n'ont pas été assez chauffées etc-, c'est un fait. Mais une croyance, c'est effectivement une opinion que l'on se fait avec le filtre de son idéologie, et c'est ce que j'ai constaté en travaillant sur des entretiens en profondeur avec des gens : ce même fait objectif, qui a consterné certains, a réjoui des écologistes, ravis de constater que les apprentis-sorciers que sont le scientifique ou le technicien ont eu un retour de manivelle. Ils l'ont décodé comme le résultat de ce qu'ils avaient toujours dénoncé....

Je crois que l'humain, par sa nature, prend des positions affectives sur des faits, car il ne peut pas vivre avec des faits bruts sur lesquels il aura toujours des doutes. Savoir ne sert à rien si on ne se fait pas une opinion en tant qu'être humain.

Quand les scientifiques sont « délégitimés »...

Jean-Pierre ALBERT : M. CAPPATI a dit quelque chose de très important, quand il a expliqué qu'on était dans une situation où finalement, ce qui était légitimé a priori, c'est la méfiance. Cela pose le problème du statut des savoirs : un savoir existe et est ouvert à une expertise rationnelle mais il est aussi promu par quelqu'un. Donc, même si ce n'est pas entièrement rationnel, il y a nécessairement une contamination de l'autorité de celui qui parle sur l'autorité intrinsèque du savoir. A partir du moment où une autorité quelconque est « délégitimée », on peut toujours dire que la meilleure science ne servira à rien ...

Or, nous sommes depuis une trentaine d'années dans un contexte de délégitimation de tout le dispositif technico-scientifique, pour des raisons idéologiques, mais aussi des phénomènes sociaux beaucoup plus diffus. Aujourd'hui, quand on veut soutenir les OGM, il faut argumenter. Ces paroles vont susciter une résistance, alors que d'autres suscitent l'adhésion. Je me référerais de ce point de vue à un fait social bien connu des sociologues qu'on appelle le « discours horizontal » : c'est-à-dire le fait qu'il y a toujours moyen de produire entre pairs un discours qui va justement fonder la critique de celui qui

est supposé détenir l'autorité. La délégitimation a tout lieu d'opérer dès lors qu'il y a ce discours horizontal que le public traduit par le thème du complot.

Georges MAS : Mme CAMBON, vous êtes médecin, est-ce que vous vous sentez délégitimée ?

Anne CAMBON-THOMSEN : délégitimée, non. Mais questionnée, oui. Ce qui est délégitimé, c'est le fait de travailler dans son coin, sans rendre compte de ses travaux de recherche. Ce n'est pas le fait de faire de la recherche en soi, ni d'avoir des idées, ni de vouloir tester des choses et émettre des hypothèses qui est délégitimé.

On dit que la délégitimation porte également sur l'idée ancienne selon laquelle le progrès scientifique fait progresser la société. Lorsque les scientifiques avaient trouvé quelque chose, expliqué un fait, ils étaient responsables de l'utilisation de ces connaissances. Aujourd'hui, ils ne sont pas déconnectés de l'utilisation qui est faite des connaissances qu'ils produisent, mais ils n'en sont plus seuls responsables : il y a là, non pas une délégitimation, mais un changement de statut dans l'opinion. C'est une certaine façon de produire la science et d'en envisager les conséquences qui, elle, est délégitimée.

Ce qui revalorise l'opinion publique et la place du scientifique

Jean-Pierre ALBERT : Au fond, dans cette discussion, on hésite entre deux tendances légitimes : l'une consiste à essayer de définir des enjeux généraux de la construction de l'opinion publique, par exemple ce que disait Adam KISS tout à l'heure sur l'adhésion affective à une sécurité. L'autre consiste plutôt à se pencher sur l'état actuel de l'opinion publique. Or, je pense qu'on a intérêt à ne pas mélanger les deux et à mieux voir l'articulation de l'une et de l'autre.

D'un côté, il y a une tendance lourde, une possibilité d'adhésion affective à une sécurité. De l'autre, il y a une vision plus rationnelle qui suppose que les gens soient mieux informés, qu'ils aient fait un travail préalable, qu'ils soient donc moins nombreux... Et puis il y a le fait qu'aujourd'hui, effectivement, même les gens qui sont avertis, qui ont des connaissances scientifiques, sont les premiers à intégrer d'autres points de vue que le simple point de vue scientifique dans les décisions qu'ils prennent. C'est vrai non seulement des scientifiques mais aussi de la constitution nouvelle de l'opinion publique. Celle-ci tend à intégrer beaucoup plus de paramètres et beaucoup plus de critères, qui sont en outre plus conflictuels que par le passé.

Avant, il y avait quelques critères dominants. Aujourd'hui, la difficulté réside dans le fait que chacune des sphères de valeur est autocritique et accepte de rentrer en débat avec d'autres types de valeurs. A ce moment là, toutes les valeurs sont en risque mais c'est ça qui, justement, va faire avancer le débat : C'est-à-dire l'ensemble des valeurs qui sont mises en question les unes par les autres et qui créent une opinion publique beaucoup plus contradictoire. Elles créent également une difficulté chez les « savants », ou chez ceux qui sont supposés avoir une expertise : celle de choisir la bonne valeur, puisqu'il y a une concurrence entre elles. Mais, côté positif, cela revalorise l'opinion publique puisqu'elle est un des éléments possibles du débat, et cela revalorise l'expertise scientifique car l'opinion publique en est friande pour enrichir le débat par la connaissance.

L'information influe-t-elle sur l'opinion ?

Claude CAPELIER : Justement, j'ai envie de poser la question de l'information scientifique. Quel rôle joue-t-elle exactement sur l'opinion publique ?

Adam KISS : M. CAPELIER nous demande quelque chose que je ne sais pas faire. Vous demandez de tenir séparées des notions, alors que ce qui me manque et ce qui manque à l'opinion publique comme à la production scientifique c'est la synthèse, voire même la synthétisation.

J'ouvre une parenthèse à l'attention de M. ALBERT : son propos sur les religions est tout aussi vrai à propos des grandes dominantes idéologiques des décennies passées. Ce que vous dites sur la déstabilisation de l'idée « socialisante » ou « libéralisante » est totalement vrai, les échecs successifs mettant les deux en doute. Je travaille en particulier sur l'insoumission, c'est-à-dire à la fois la désobéissance à l'Autorité et la déviance par rapport à la norme. Et ce qu'on voit dans l'expérimentation clinique, c'est que l'arbitraire des choix est absolument impossible à exclure : à

chaque fois, cet arbitraire des choix comporte un aspect irrationnel que vous ne pouvez pas exclure. Vous ne pouvez pas assurer que vous avez fait la bonne synthèse de l'ensemble des données pour faire votre choix. Et là, on revient à la notion du risque.

En revanche, l'Autorité est constamment déstabilisée par l'infiltration de l'information scientifique et rationnelle, de telle sorte que vous avez une mobilisation pour que l'opinion publique soit de moins en moins de l'opinion, c'est-à-dire qu'elle soit de moins en moins publique, pour correspondre à la rationalité. Cette rationalité étant à la fois de plus en plus offerte et de plus en plus déstabilisante du point de vue affectif. Car le doute ne réside plus dans la découverte que le "Mandat Céleste" est retiré à l'Empereur (les Dieux ont apporté un Mandat Céleste à l'Empereur Tch'in, mais s'il y avait des cataclysmes et qu'il n'y faisait pas face, ce Mandat Céleste lui était retiré. Même chose avec les dynasties ou avec les religions). Or aujourd'hui, le doute porte sur : "je vote mal". Et la question est qu'il faut que je vote bien alors que je n'ai pas l'ensemble des éléments rationnels pour le faire. Donc comment je vais désobéir à une Autorité.

L'indicible

Georges MAS : Revenons à l'information. M. CAPATTI, puisque vous dirigez une revue, avez-vous le sentiment de peser sur l'opinion ?

Alberto CAPPATI : D'abord, j'ai le sentiment de ce qui est indicible à l'intérieur de n'importe quel type de discours. Ce sentiment de l'indicible, je peux le résumer dans un exemple très simple : je vais dédier le prochain numéro de « Slow » au problème du sang, ce qui constitue une façon détournée d'aborder notamment les problèmes d'abattage. Or je sais ce que je peux dire et ce que je ne peux pas dire. Je peux très bien dire qu'un boudin avec 10 % de sang est une bonne chose mais je ne peux pas dire qu'une pâtisserie est faite avec du sang décoloré ou que n'importe quel type de produit industriel est élaboré à partir de fibrine ou d'autres matériaux de ce genre, quel que soit le statut scientifique de ce message, car ce serait une rupture du pacte de confiance dans la bouffe.

Ainsi, depuis au moins 100 ans, des études très poussées de panification sont réalisées, en réutilisant le sang bovin. C'est un domaine qui ne touche nullement la santé. Eh bien, ce type de problème typiquement scientifique appartient à l'indicible.

Il y a vraiment un pacte. La méfiance joue comme une censure et le monde gastronomique est plein de censures. Je doute que, dans 5 ans, si je dis que j'offre des pâtisseries avec du sang décoloré, je doute qu'elles soient acceptées par un public enthousiaste... Dans ce sens, le renvoi au sacré est en quelque sorte une planche de sauvetage : avec le sang on touche à un domaine particulièrement sensible et délicat, sur le thème du sacrifice. Pourtant, l'histoire de l'alimentation et surtout la recherche technologique dans le domaine alimentaire, sont pleines de cas semblables.

Une personne dans le public : Excusez-moi, mais je n'ai pas complètement compris le sens de votre argumentation.

Alberto CAPPATI : Je peux dire ce qui se passe dans le domaine du boudin ou du sang, mais je ne peux pas imaginer que se forme une opinion là-dessus. Il y a évidemment une littérature scientifique qui me raconte ces choses que je rapporte et il y a une littérature de livres de recettes qui me raconte comment on fabrique un boudin. Mais si je fais le lien entre ces deux savoirs et si je les réactive au niveau du sondage, la censure tombe. De la même manière, dans une revue gastronomique, si je me prononce en faveur d'un certain type de réutilisation d'abats, je retombe dans ce processus : la méfiance va se tourner vers moi qui énonce le discours.

Problème de décodage

Georges MAS : Une question dans la salle ?

Une personne dans le public : Dans les propos qui viennent d'être tenus, je suis frappé par l'absence de quelques concepts, quelques mots que vous avez très peu utilisés. D'abord, le "comportement individuel" dont vous n'avez pas parlé. Or je crois que l'alimentation relève à la fois d'un

comportement individuel et d'un comportement collectif. Vous avez également très peu parlé de l'influence des médias à l'égard de l'opinion publique. Enfin, vous avez très peu parlé de l'influence la publicité sur l'opinion publique.

Georges MAS : On y vient. Je vous rappelle qu'il nous reste encore trois bons quarts d'heure et j'espère que d'ici la fin de nos échanges, des réponses auront été apportées aux questions que vous posez et aux étonnements que vous formulez... A moins qu'il y ait une réaction à chaud ?

Geneviève CAZES-VALETTE : La question que vous posez rejoint celle adressée à M. CAPPATI sur l'influence éventuelle d'un journal sur le public. La manière dont il a répondu me paraît tout à fait conforme à ce qu'on disait. C'est-à-dire qu'un savoir, c'est bien joli, mais il va être décodé à l'aune de nos croyances, de nos convictions intimes. Or, effectivement, toucher au sang, c'est toucher à bien d'autres choses qu'une composition chimique. Sur la « vache folle », j'explique aux gens, par exemple, qu'en dehors des farines contaminées, on faisait manger des protéines animales car elles sont un bon booster pour la production de lait. Cela scandalise les gens parce qu'ils ne décodent pas « protéines animales ». Ils décodent « une vache a mangé de la vache, donc elle est cannibale ». Vous parliez de comportement, on parle d'opinion. Or le comportement et l'opinion, ce n'est pas tout à fait la même chose. Je pense que les croyances enrichissent la vie, c'est un bonheur d'avoir des croyances.

« Se forger » une opinion

Un intervenant : J'aimerais que dans la suite de la conversation, on donne davantage d'importance à une distinction qui n'a pas été encore formalisée : au fond, il y a deux façons d'envisager l'opinion publique. La première consiste à chercher une tendance majoritaire dans l'opinion publique. La seconde consiste à chercher quels sont les grands types de représentations qui, dans l'opinion publique, animent les débats ou les choix. Or, il me semble qu'autour de la table, nous sommes en train de donner un échantillon assez représentatif des thèmes qui parcourent les discussions et les enjeux dont l'opinion publique doit se saisir à un moment donné ou à un autre, de même que les décideurs et les scientifiques.

Ce qui me paraît le plus intéressant, dans les deux cas, ce n'est pas tellement de savoir ce qui momentanément l'emporte dans l'opinion publique, mais c'est d'obtenir à moyen terme un tableau plus exact de l'ensemble des thèmes majoritaires qui interagissent dans l'opinion publique, et qui sont parfois très contradictoires : on veut plus de lait, on est content qu'il soit moins cher et meilleur, et en même temps, on n'est pas mécontent qu'il y ait des effets secondaires. C'est cet ensemble qui constitue notre univers. Et ce sont les mêmes thèmes qui sous-tendent la discussion savante et l'opinion publique, même s'ils ne sont pas vus exactement de la même façon.

Anne CAMBON-THOMSEN : Je voulais ajouter qu'on parle souvent d'exprimer une opinion. C'est ce que les sondages demandent aux gens. Or quand on réfléchit sur ce qu'est l'opinion, il nous vient spontanément en tête l'expression « se forger une opinion », ce qui est symboliquement marquant. Alors que l'opinion qu'on exprime est malléable, versatile, on dit la forger, c'est-à-dire la rendre solide, quasiment plus transformable.

Suzanne de CHEVEIGNE : Juste un mot de rappel pour expliquer la division que nous ne cessons de pointer : finalement, d'où vient la notion d'opinion ? Elle a été fortement utilisée dans les prévisions de résultat d'élections, quand sont apparus les sondages, dans lesquels ce qui était recherché, c'est effectivement l'opinion majoritaire, puisqu'elle donnait le résultat des élections. Cela dit, on a eu tendance à garder ce chiffre unique comme résumé ou indice de quelque chose d'infiniment plus complexe. Cela facilite singulièrement la vie de se contenter de dire « 55% des gens pensent ceci ou cela », au lieu de chercher à comprendre... Or ce qui nous intéresse ici, c'est justement d'appréhender les mécanismes sous-jacents qui permettent de mieux comprendre les comportements.

Quant à ce qu'a dit Anne CAMBON, je crois moins à la volatilité des opinions et beaucoup plus à la notion de « forger », au travail que cela représente. En revanche, c'est quelque chose extrêmement complexes qui fait appel notamment à du savoir scientifique. Or, dans le domaine alimentaire, l'alimentation est infiniment plus sûre qu'il y a 100 ans, on ne meurt pratiquement plus d'intoxication

alimentaire. Si, à l'inverse, on complexifie les problèmes comme vous le disiez, les gens vont chercher les tenants et les aboutissants beaucoup plus loin. Une parenthèse : je rappelle que le niveau d'éducation en France a spectaculairement augmenté dans les 30-40 dernières années. Nous sommes aujourd'hui plus compétents pour traiter des problèmes plus complexes au niveau du savoir formel, et nous allons donc chercher des choses beaucoup plus compliquées, tenant compte de la situation politico-scientifique, du savoir économique, de références culturelles ... Pour déboucher sur des éléments très contradictoires ou ambivalent. Le public demande aux scientifiques de continuer à travailler, à rechercher, c'est très clair, mais surtout d'expliquer.

Jusqu'où peut aller la transparence ?

Un intervenant : Cela pose le problème de la transparence. Lors des Etats Généraux de l'Alimentation¹, nous avons entendu des gens s'adresser effectivement aux chercheurs. Mais la transparence est-elle toujours possible ? Car les chercheurs, les politiques, les acteurs de l'agroalimentaire en général se sont entendus dire "on nous cache trop de choses". J'aimerais qu'on parle de cette exigence de transparence et des difficultés à la mettre en œuvre.

Jean-Pierre ALBERT : Il me semble qu'il y a là, pour le coup, deux façons très différentes d'aborder la question. D'un côté, nous l'abordons en scientifiques qui essayons de comprendre ce qui se passe. De l'autre, si nous introduisons une notion comme celle de la transparence, et donc si nous nous demandons ce qu'il serait souhaitable de faire en matière d'information, de compétences, ou d'expertise, de manière à ce que le plus grand nombre produise des choix, nous nous situons du côté du discours normatif. Nous tournons certes aussi autour de l'idée de démocratie comme principe régulateur mais nous restons du côté des valeurs.

En même temps, comme l'indique l'exemple de Monsieur CAPPATI sur les gâteaux, une information sincère pourrait avoir des effets catastrophiques. Regardez l'effet dévastateur des propos de médecin, à la radio ou à la télé, pour peu qu'il y ait des mots compliqués que les gens ne comprennent pas : une description d'un trouble est donné en langage scientifique et des auditeurs tremblants se rendent chez le médecin pour se faire décoder la chose. Il y a là une question de fond qui est celle de la réception des messages.

Une personne dans le public : Quand les gens demandent aux chercheurs d'être transparents, ils ne leur demandent pas de jargonner, mais de mettre à disposition une information qu'ils peuvent saisir.

Une personne dans le public : Je pense que le problème est qu'on a dévoilé une partie de la technique agroalimentaire pour des raisons de crise, ce qui fait que le consommateur se demande ce qui se cache d'autre derrière tout cela.

Adam KISS : Il ne faut pas refuser de s'interroger sur des choses contradictoires. On ne peut pas offrir à soi-même et au public plus de liberté, tout en voulant éviter d'avoir plus d'angoisses. On ne peut pas offrir aux gens d'avoir plus de conscience en leur épargnant la vision de leur finitude. La complexité est bienvenue parce que je ne peux pas vous offrir plus de vérité, une meilleure vérité en tant que chercheur, si vous me dites : « mais dites-le tout de suite plus simplement ».

Georges MAS : Finalement, les scientifiques, supposés être des sujets « sachant », sont condamnés à décevoir l'opinion publique ?

¹ Les Etats Généraux de l'Alimentation ont été organisés par le Gouvernement, de septembre à décembre 2000. Plus de 3 500 personnes de tous horizons ont participé à des forums, de Nantes à Toulouse, en passant par Lyon, Marseille, Lille et Paris. Ces ateliers de travail se sont adossés à une enquête nationale d'Ipsos pour mesurer l'état de l'opinion face à l'alimentation.

Adam KISS : Oui. Mais en fait, ils trouvent leur compte dans cette avancée décevante. En ce qui me concerne, j'avance tous les jours par rapport à ce qui est à savoir et par rapport à ce qui s'ouvre comme potentiel à connaître. Je me rapetisse à tous les pas et je suis de moins en moins beau. Mais je peux subir ça, m'engager à ça.

Eclairer les questions de la société

Anne CAMBON-THOMSEN : Je voulais revenir à l'information. Actuellement, on demande tout aux scientifiques. Il faut qu'ils soient compétents, qu'ils publient dans les grandes revues scientifiques mais qu'ils se montrent aussi dans les journaux de vulgarisation et qu'ils sachent expliquer...

Le transfert de l'information issue des connaissances vers d'autres publics, qui fait partie des missions de nos organismes de recherche, est en fait très peu organisé. Ainsi, au Cnrs, les services de communication font essentiellement de la communication d'organisme.

Certains médias ont une idée très précise de ce qu'ils veulent comme type d'information mais quand ils nous interrogent et que nous leur répondons, nous constatons souvent que ce qui est intéressant pour le scientifique n'est pas forcément ce qui est intéressant pour le journaliste. Nos organismes ont à mener une réflexion là-dessus, car organiser le transfert de connaissances relève du service public. C'est un vrai chantier, qui doit mobiliser des professionnels qui soient d'excellents scientifiques pour bien comprendre le système et pour faire l'interface. Ces métiers là ne sont pas encore organisés.

Georges MAS : Pensez-vous qu'un débat public conviant spécialistes et non-spécialistes sur des questions pointues va dans le sens souhaité, le sens d'une élucidation, d'un développement du sens critique ?

Anne CAMBON-THOMSEN : Oui, principalement parce qu'il permet au débat public d'analyser, ou d'avoir une certaine compréhension des questions que se posent les différentes personnes dans la société. Car lorsqu'on organise l'information du point de vue scientifique, il y a un implicite selon lequel on saurait ce qu'il faut dire aux gens et qu'on ne travaillerait alors que sur la façon de le dire. Mais en fait, nous disposons de très peu d'analyses sur les questions que se posent les personnes. Si le débat public nous donne cet éclairage, et si on intègre les besoins exprimés, les relations en sont meilleures.

Alberto CAPATTI : Dans notre analyse des réactions de l'opinion publique face aux risques alimentaires et la capacité de l'opinion publique à se mobiliser ou à s'indigner, il me semble qu'on n'a pas suffisamment évoqué la différence fondamentale que fait l'opinion entre plusieurs types de risques, selon leur nature. On ne peut pas comparer le problème que posent les fromages au lait cru avec le problème du prion, entre un risque choisi – prendre le risque de consommer des fromages au lait cru, en connaissance de cause - et un risque subi, comme celui de la « vache folle », ou encore entre un risque considéré comme apportant un bénéfice au consommateur - le plaisir de la diversité des produits, par exemple -, et un risque considéré comme n'apportant strictement rien, comme celui des OGM. Il y aurait une incompatibilité entre une maîtrise rationnelle du risque alimentaire et les cultures culinaires, notamment dans un pays comme le nôtre. Je ne partage pas cette analyse. Ce que l'on essaie de faire, notamment en France, c'est justement d'associer la sécurité sanitaire, la qualité et la diversité de l'ensemble des produits, sans les opposer l'un et l'autre.

Il est normal de demander à la personne qui prépare des frites qu'elle soit capable de changer l'huile de friture quand il le faut. Mais si, pour rendre compte du respect de toute une série de normes, il doit mettre en jeu des compétences qu'il n'a pas ou qui lui coûtent énormément, tout est remis en question. Ce sont des problèmes qui devraient être analysés dans le détail.

Je ne conteste pas ce qui a été dit. Je me demandais plutôt si le discours sur la transparence n'est pas une caricature du savoir scientifique, dans la mesure où la transparence, c'est le discours du pharmacien Homais dans « Madame Bovary », c'est-à-dire la réduction de la science à une idéologie acceptée par tout le monde. En plus, toute une série de discours scientifiques ne passent pas. Par définition, certains types de manipulations, quelle qu'elles soient, ne passeront jamais au niveau de simples appétits alimentaires... Je m'interroge donc sur l'utilité et sur le risque de la transparence.

Dire, c'est respecter l'autre.

Suzanne de CHEVEIGNE : Une remarque sur cette notion de transparence qui est certainement illusoire : j'ai été très marquée par une phrase que m'avait dite une personne interrogée, quand je faisais une étude sur la réception des émissions scientifiques télévisées. Je lui faisais commenter la manière dont un scientifique parlait à la TV et la personne m'a répondu que s'il utilise des mots que l'on ne comprend pas, ce n'est pas un problème. D'abord, parce qu'on arrive malgré tout à se débrouiller avec le contexte, mais surtout parce que c'est un signe de respect du téléspectateur de parler normalement. La compréhension absolue du détail n'est peut-être pas indispensable mais le fait que le scientifique prenne la peine d'essayer d'expliquer est une marque de respect et un élément de communication qui va nettement au-delà du transfert d'information. C'est ce qui se passe pour nous tous quand nous allons chez le médecin : on ne comprend pas forcément tout ce qu'il nous dit mais si on lui fait confiance, si pour X raisons, il nous paraît être un médecin légitime, ça se passera correctement. Je crois qu'il est important de rappeler que la communication n'est pas uniquement un transfert d'informations, elle crée des relations sociales où le scientifique apparaît comme quelqu'un qui rend compte à la société et non pas quelqu'un qui travaille dans sa tour d'ivoire à se faire plaisir tout seul.

Un intervenant : Nous avons réalisé un sondage en matière de sécurité alimentaire où l'on demandait à quels scientifiques les gens faisaient le plus confiance. Les médecins arrivaient en tête avec 90 %, puis les chercheurs avec 60 %. Il faut s'interroger sur ces résultats. Peut-être le médecin est-il plus proche et va expliquer plus simplement.

Suzanne de CHEVEIGNE : oui, mais il faut distinguer les médicaments et l'alimentation. En analysant les réponses, on se rend compte que les gens acceptent mieux le risque quand il y a une utilité perçue. Ils ont l'air de se poser d'abord la question : "Est-ce que l'application dont vous me parlez est utile ? Si elle l'est, je veux bien continuer à penser le risque et peut-être le prendre en charge ». C'est ce qu'il se passe avec les médicaments. Les médicaments paraissent utiles, donc les gens sont prêts à accepter le risque. En revanche, si vous changez mon alimentation, alors qu'elle me convient telle qu'elle est, je n'y vois aucune utilité. Je crois que c'est une des raisons qui fait que ces deux types d'applications sont perçues de façon très différente.

Crédibilité, intégrité, bienveillance

Geneviève CAZES-VALETTE : Je pense que le respect, c'est aussi mériter la confiance des gens. J'ai gardé en tête un travail qu'a fait une psychologue en marketing : elle a construit et prouvé que la confiance que l'on accordait à un objet ou une personne a trois dimensions, dont celle de la crédibilité. Qui est crédible ? Des scientifiques ont dit dans les médias ou en public qu'ils ne « savaient pas ». Dans l'esprit du public, c'est un peu agaçant quand on est supposé être justement celui qui sait. La deuxième dimension, c'est l'intégrité. On n'a pas toujours l'impression que les gens sont honnêtes. Or pour mériter la confiance, il faut aussi envoyer ces messages d'intégrité. Si je dis avec honnêteté à quelqu'un qu'il y a du sang dans son gâteau, ça peut marcher. La troisième dimension, c'est la bienveillance et vous m'y faisiez penser lorsque vous parliez de respect. Il s'agit de donner l'impression aux gens qu'on leur parle parce qu'on veut leur bien et non pas pour les manipuler. On a beaucoup oublié ces bases. Etre bienveillant, ça permet de faire passer pas mal de messages, même douloureux. Cela explique peut-être la différence entre un scientifique qui est très lointain, qui ne donne pas forcément cette idée de bienveillance, et le brave médecin de quartier qui a noué une relation affective avec son patient.

Jean-Pierre ALBERT : dans le prolongement de ce que vient de dire Geneviève, il est absolument nécessaire de poser les problèmes en termes de légitimité et d'image de la science. Nous avons une tradition de la rationalité cartésienne, individualiste. Or, il y a peut-être un autre principe de rationalité à admettre, qui consisterait à dire qu'il faut faire confiance à des experts qualifiés. Ce recours à

l'expertise comme principe rationnel peut entrer en contradiction avec une certaine tradition rationaliste.

Deuxièmement, par rapport à l'image de la science, il me semble que les scientifiques ont joué un jeu très sincère, épistémologiquement parfaitement satisfaisant : celui d'un certain scepticisme savant, au sens où Claude BERNARD disait qu'il faut être sceptique. Lorsque ce scepticisme savant devient un scepticisme populaire, cela devient du « Pourquoi pas ? », du « Tout se vaut » et cela nuit considérablement à une prise de conscience. On est donc un peu déficitaire à ce niveau-là. Car si les sciences ont légitimement cassé une image de l'autorité absolue, elles n'ont laissé à la place qu'une espèce de néant de hiérarchie dans la validité des savoirs.

Je voudrais également rebondir sur un mot qui a été employé, celui d'"indignation". Il me semble que nous sommes un peu naïfs dans ce débat car il existe une sociologie de l'indignation ainsi qu'une sociologie des affaires. Se tourner du côté de cette réflexion peut, peut-être, nous sortir de ce débat sur le plus ou moins d'information, de transparence, etc.

« Transparence opaque »

Une personne dans le public : Je voulais dire d'abord que j'ai été choqué par les propos de Monsieur CAPPATI : en fait, vous êtes partisan de la « transparence opaque ». Quelle est, alors, l'éthique des scientifiques par rapport à l'exigence démocratique de la transparence ? C'est un vrai problème et il faut que la démarche des scientifiques soit honnête intellectuellement, comme doit l'être la démarche de toute activité professionnelle.

Par ailleurs, concernant l'autorité et l'obéissance, je considère que nous rencontrons aujourd'hui des formes de totalitarisme, à travers les complexes scientifico-économico-politiques. Les grands groupes agro-alimentaires véhiculent un certain mode de consommation : trop de sel, trop de mauvais gras, trop de mauvais sucre dans l'alimentation transformée qui engendre des obèses et un problème de santé publique extrêmement important. Je me demande si la logique de la sécurité sanitaire, vis-à-vis de la santé, n'est pas l'arbre qui cache la forêt d'autres enjeux, beaucoup plus importants.

Georges MAS : Je voudrais quand même qu'on ne fasse pas de procès aux gens qui, ici, autour de la table, prennent la parole avec un certain courage. J'ai entendu parler d'honnêteté et, en creux, de malhonnêteté. Soyons prudents dans nos interventions.

Alberto CAPPATI : Je n'ai pas bien compris pourquoi j'ai été choqué en parlant de l'opacité de celui qui est chargé de transmettre et de formaliser le discours scientifique. Je n'ai absolument pas donné un avis sur le caractère inopportun de la communication scientifique : j'évoque le domaine alimentaire qui est particulièrement délicat et où la communication scientifique n'a à chercher ni la légitimité, ni sa propre transparence, car elle est considérée comme transparente en elle-même. Et j'ai soulevé justement des doutes en me faisant le porte-parole de toute une série de consommateurs qui refusent le discours scientifique et qui y trouvent des arguments de leur propre méfiance envers tout traitement industriel de la nourriture, par exemple.

Adam KISS : Concernant le totalitarisme, les recherches montrent que la résistance à des ordres qui affectent les corps ou les personnes, est plus forte que les ordres qui affectent l'exclusion économique. En d'autres termes, le grand absent du débat de l'opinion publique sur l'alimentaire est la famine qui affecte une partie de la population mondiale. Cela ne fait pas l'objet d'une résistance comme Hitler a fait un objet de résistance. Je crois qu'il ne faut pas se tromper, dans l'écoute, sur l'intention du propos. Le propos est que le scientifique, s'il est digne de ce nom, a le devoir de dire des choses que l'opinion publique, telle qu'elle est dominante à un moment donné, n'entend pas du tout. Et l'opacité ne vient pas de l'intention, mais de la résistance à la réception.

Des tabous explosifs...

Georges MAS : J'aimerais que l'on revienne sur le risque et les lectures que le consommateur peut en faire. Il n'y a pas *un* risque, mais *plusieurs*. J'aimerais savoir comment vous percevez l'opinion des

consommateurs que vous êtes et que vous observez. Comment lit-on le risque alimentaire dans ces différentes dimensions ?

Geneviève CAZES-VALETTE : Ce qu'on observe assez classiquement, c'est qu'il y a des types de risques qui sont évitables et d'autres inévitables. Il est bien évident qu'on est beaucoup moins tolérant face aux risques qu'on ne peut pas éviter. Sinon, qu'est-ce qui explique qu'on prenne sa voiture tous les matins, alors l'automobile cause 8 000 morts par an, et qu'on panique en revanche à l'idée de manger un morceau de steak, alors qu'on a décelé 4 ou 5 cas de morts suspectes en France ?

Un intervenant : On est au cœur du sujet, c'est-à-dire en plein dans la définition qu'a donné Adam KISS de la croyance comme la représentation investie d'une forte dose d'émotivité ou d'affectivité. Il est vrai que notre potentiel d'émotions est très fortement déterminé par des paramètres culturels ou anthropologiques et il se trouve justement que la question de l'alimentation est une question extrêmement tendue et ce, à travers les cultures les plus diverses. Ce n'est pas un hasard s'il y a d'innombrables tabous alimentaires, au même titre qu'il y en a dans la sexualité et la mort. Ce sont là les grands pourvoyeurs de tabous, de précautions ou de prescriptions positives... L'ingestion en elle-même est problématique et dans les cultures les plus diverses, on s'aperçoit que la question essentielle est celle de l'alimentation carnée, qui implique le sacrifice comme moyen de rendre la viande consommable. Je crois qu'à part la fève chez les pythagoriciens, ou les alcools, je ne connais aucun exemple de tabou alimentaire qui ne porte pas sur l'alimentation carnée. Il y a là une donnée sous-jacente : pour qu'une crise explose, il faut un détonateur mais aussi des explosifs. On a vraiment là une masse d'explosifs considérable avec ces problèmes de tabous qu'on retrouve ensuite au niveau de l'anorexie, par exemple.

Geneviève CAZES-VALETTE : La sexualité, l'alimentation et la mort sont des choses qui nous touchent au plus profond de nous-mêmes et il est évident que cela soulève beaucoup plus d'affects. L'affect, c'est aussi le rappel de notre finitude à travers la viande et peut-être le meurtre alimentaire. On ne veut pas savoir qu'on va mourir. J'ai constaté, par exemple, une différence entre les deux crises de la vache folle : celle de 2000 a eu une incidence énorme, beaucoup plus forte que la crise de 1996, qui a eu 3 ou 4 mois d'incidence. Pourquoi ? Parce qu'en 1996, on nous a montré une malheureuse vache qui vacillait, alors qu'en 2000, la crise a pas commencé lorsque M6 a montré des jeunes gens en phase terminale de la maladie de Creutzfeld-Jakob. Là, il y a eu une réelle émotion car nous nous identifions beaucoup plus à ces derniers.

Le risque : un système et non plus un accident

Georges MAS : Je ne suis pas spécialiste mais je crois que l'hypothèse de la transmission de l'ESB au mouton est tout à fait concevable. Selon vous, si demain, la presse quotidienne développait cette idée, comment l'opinion publique pourrait réagir à cette information ? Faut-il s'arrêter de manger du mouton ?

Suzanne de CHEVEIGNE : Je reprends l'image que vous avez donnée tout à l'heure de l'explosif et du détonateur car elle rend très bien compte du fonctionnement des médias. Les médias ne suffisent pas en eux-mêmes à créer une explosion. Il faut vraiment qu'il y ait un problème sous-jacent. Pour le cas du mouton, je ne sais pas : un animal de plus, ça ne change peut-être pas grand chose. Il y a déjà le poulet avec la dioxine, les vaches folles... L'autre possibilité, c'est que le mouton, animal qui nous est très proche, suscite une réaction très vive. Prenons l'exemple du clonage de Dolly : le mouton a fait penser immédiatement et de façon spectaculaire au clonage humain. Là, l'explosif était présent.

Georges MAS : Mais vous ne sentez pas la prochaine crise alimentaire du côté du mouton ?

Alberto CAPPATI : Le risque a longtemps été considéré comme un accident dans une structure et c'est devenu un système. Or, le déplacement de la notion de risque de l'accident au système fait qu'il est relativement peu important de répondre sur le mouton plutôt que sur la vache. En revanche, avec les OGM, on est au cœur du système. Le débat s'est donc entièrement déplacé. Dans ce sens, le mot

« risque » renvoie à des choses complètement différentes selon qu'on se place du côté de l'accident ou du côté du système. D'un côté, il y a des accidents de parcours qui ont toujours existé et qui continueront à exister. De l'autre côté, c'est la programmation de tous les risques possibles qui est en jeu. Il faudrait donc plutôt se demander pourquoi on a décidé que, désormais, c'est tout le système alimentaire qui est devenu à risque.

Une personne dans le public : J'aimerais intervenir sur la question du risque. Chacun sait que les risques nutritionnels sont infiniment plus importants. Le sujet de l'atelier d'aujourd'hui porte, me semble-t-il, sur la sécurité sanitaire. A l'intérieur de ce risque sanitaire, des caractéristiques mériteraient, à mon avis, d'être analysés.

Georges MAS : Je me tourne vers le médecin. Comment réagissez vous à cette nécessité de hiérarchiser le risque et de distinguer le risque sanitaire ?

Anne CAMBON: On a parlé tout à l'heure de santé publique, du risque global au niveau d'une population et du risque individuel, les deux étant liés, bien entendu. La gestion du risque sanitaire prend en compte les connaissances sur le risque et celle sur "l'opinion publique" pour prendre des décisions et des mesures. En revanche, le consommateur, lui, se place au niveau individuel. Il est donc très difficile de répondre à votre question. Il y a le décideur de santé publique, auquel le sondeur d'opinion fournit une information, et l'individu qui se trouve dans la population avec ses décisions à prendre au niveau individuel. Je ne sais pas donner une réponse synthétique à tout ceci. Cela mériterait une analyse à chacun des niveaux.

Quant au principe de précaution, ce n'est pas le principe de sidération. J'avais un professeur qui disait que les chercheurs ne se rendent pas compte que dire « c'est un problème de santé publique », c'est fixer la limite à partir de laquelle on peut passer par-dessus les libertés individuelles pour le bien général. Est-on prêt à accepter ceci ou pas ?

Une peur énorme, pour un risque « Epsilon »

Geneviève CAZES-VALETTE : Le risque, c'est un composé de probabilités que ça se passe. Et si ça se passe, ce sont les probabilités concernant le degré de gravité de ce qui va se passer. Les risques nutritionnels, par exemple, sont complètement négligés car il est à peu près sûr que si je mange trop, je vais grossir mais ça veut dire quoi, grossir ? Je plairai moins, à terme, peut-être je mourrai mais tout le monde est mortel et en attendant, j'aurais bien mangé, je me serais régalé. Là, la gravité imaginée par les gens est faible - mourir gros au lieu de mourir maigre -, alors que manger un morceau de viande contaminée, la probabilité est certes extrêmement faible, mais si je suis contaminée, je vais mourir et ce, dans des conditions lamentables. Il y a donc là une peur énorme par rapport à une probabilité « epsilonesque ».

Un intervenant : Il y a plusieurs dizaines de décès par an dues à la listeriose sur 300 ou 400 cas. Ce qui signifie qu'environ 30 % d'entre eux sont mortels. Or c'est parfaitement accepté, alors que l'on n'accepte pas 5 cas de maladies de Creutzfeldt-Jakob.

Suzanne de CHEVEIGNE : Juste un élément de confirmation concernant la probabilité. Vous avez eu absolument raison de le rappeler : quand on interroge les gens sur le risque, la notion de probabilité n'apparaît jamais dans les discours et le risque est synonyme de danger. Je crois qu'il est totalement impossible d'isoler le risque sanitaire des autres risques perçus. Il y a du risque matériel d'un côté mais il y a aussi du risque culturel.

Georges MAS : En matière de sécurité alimentaire, il y a eu des infléchissements historiques, des ruptures importantes. Ce qui est un risque aujourd'hui ne l'a pas toujours été, d'autres ont parcouru l'histoire. Les uns et les autres, avez-vous eu en tête quelques points de rupture dans l'évolution de l'opinion publique au regard de la question qui nous intéresse aujourd'hui ?

Suzanne de CHEVEIGNE : Changer l'alimentation est a priori inutile. Mais il faut évidemment nuancer ça. Pour ce qui est de l'historique, les historiens de l'alimentation doivent sûrement avoir une perspective plus longue que celle de l'ESB.

Un intervenant : Je me demande s'il ne faut pas sortir du champ de l'alimentation pour mieux analyser la notion d « affaire », un terme qui a été utilisée pour la vache folle. Il me semble qu'il y a vraiment quelque chose de très spécifique, dans ce qu'on appelle une « affaire » : il y a du politique qui est engagé, mais aussi des formes publiques d'indignation et des procédures de mise en accusation de certaines personnes. On peut faire une typologie et une sociologie de ce qui est digne de devenir une affaire. Et là les médias ne sont qu'un élément parmi d'autres. Ils sont des éléments qui produisent l'affaire mais dès lors que les structures élémentaires de sa possibilité existent.

Un intervenant : Je voudrais rajouter quelque chose par rapport à ça, ainsi que par rapport à la notion de l'acceptation : c'est la questions des responsabilités. Quand j'étais coopérant en Côte d'Ivoire, il y a eu le scandale du lait Nestlé qui a tué des dizaines voire des centaines d'enfants de façon totalement inutile étant donné le contexte. Et pourtant, cela n'a suscité d'affaire ni en Côte d'Ivoire, ni en France, ni en Suisse. En d'autres termes, l'explosif n'est pas fourni au même moment que le feu et le détonateur.

Geneviève CAZES-VALETTE : Cela correspond aussi à une bonne vieille règle de journaliste : il vaut mieux parler d'un mort à un km de chez soi, que de 100 morts à 100 km, voire de 1 000 morts à 1 000 km.

Un intervenant : Cela dépend. Si vous prenez par exemple le comptage des morts en Irak par rapport au comptage des morts dans les Twin Towers, vous voyez bien qu'il y a une différence...

Georges MAS : Il est l'heure de conclure. Je vous remercie tous d'avoir contribué à nourrir de vos réflexions la réponse à la question "qu'est-ce que l'opinion publique ?" et à mieux comprendre ses réactions face à la sécurité alimentaire. Merci encore.